

RESISTANCE SOCIALE

Numéro 45

FEVRIER 2007

La République sera sociale ou ne sera pas !



Le mot de la Présidente

En cette période électorale, où le temps des promesses bat son plein, force est de constater que l'actualité sociale ne connaît pas d'accalmie. Les annonces de plans de licenciement continuent de se succéder à la vitesse grand V en France comme dans le reste du monde. Tandis qu'Airbus cherche à délocaliser une partie de sa production hors d'Europe, entraînant au passage des milliers de suppressions d'emplois, l'industrie automobile « dégraisse » à tout va aux Etats-Unis et en Europe lorgnant sur les marchés prometteurs d'Asie.



En France, le pire est sans doute encore à venir, surtout si le candidat soutenu par le MEDEF devait remporter l'élection présidentielle. Ce serait alors la flexibilité généralisée, les salariés étant contraints de se déplacer au gré des décisions des gestionnaires de fonds de pension, prompts à se retirer d'une entreprise qui ne leur donne pas assez de bénéfices, sans aucune considération pour les salariés qui y travaillent. Il ne suffit pas de parler des « travailleurs » pour obtenir un brevet de bonne gestion sociale.

Depuis cinq ans, la droite, alliée au MEDEF, nous a montré son mépris pour les salariés. Ce n'est pas parce que son candidat multiplie les promesses qu'il faut le croire sur parole. On l'a bien vu avec EDF, privatisée malgré l'engagement pris par celui-là même qui nous assure aujourd'hui qu'avec lui tout devient possible.

Oui, décidément, il est temps que ça change !

L'éclatement de la gauche est patent ; elle sera représentée par une multitude de candidats. Certes, tous ne pourront se présenter à l'élection présidentielle, faute des parrainages nécessaires. Il n'empêche. Cet émiettement, résultat d'un manque de débat au fond depuis plus de 20 ans, rend plus difficile le combat contre la droite alors que son programme n'a jamais été aussi dangereux pour la classe ouvrière et l'ensemble des salariés.

Plus que jamais la refondation idéologique et politique de la gauche apparaît nécessaire. Nous le savons, le chemin sera long pour y parvenir, même si, deux ans après la victoire du peuple au référendum sur le traité constitutionnel européen on constate que les choses bougent dans les consciences et que ce qui hier encore apparaissait utopique commence à se faire jour. On ne peut que se réjouir de voir certains candidats mettre en avant le rôle de l'Etat et des services publics, là où dans le passé on nous assurait que « l'Etat ne peut pas tout » et que, malheureusement, il n'était pas possible de traduire en actes les promesses faites aux salariés de Vilvorde ou d'empêcher les licenciements chez Michelin ...

A l'occasion de ces élections, Réso n'entend pas donner de consigne de vote, laissant chacune et chacun se déterminer en conscience.

Partisans de la République sociale, on comprendra néanmoins que nous ne soutenions pas les candidats se réclamant du libéralisme, qu'il soit ultra ou « social ».

L'heure des choix approche. A chacun de prendre ses responsabilités. Et qui sait, un jour peut-être, au bout du chemin, « changer la vie » deviendra une réalité ...

Marinette BACHE

SOMMAIRE

Des nouvelles du
Vénézuéla
(Page 2)

La braderie des biens
publics en France
(Pages 3 à 6)

Actualité sociale
(Page 7)

Droit du travail : quand la
frénésie s'empare du
gouvernement
(Page 8)



SOLIDARITE INTERNATIONALE

Venezuela : Hugo Chavez déraperait-il ?

Par Thierry DERONNE

Le 31 janvier, les députés ont accordé au président Chavez des « pouvoirs spéciaux » qui lui permettent de gouverner par décrets pendant dix-huit mois, au nom de la poursuite de la « révolution socialiste ». S'agit-il d'une dérive vers un pouvoir plus autoritaire ? Thierry Deronne nous livre des éléments de réponse .

Eh oui ! Si tous les médias l'assurent, le susurrent, le trompentent...

Mais en huit ans de révolution, la démocratie participative a beaucoup progressé au Venezuela. Plus vite que la justice sociale. Celle-ci a subi la résistance de lobbies économiques, l'inertie ou la corruption de fonctionnaires, le coup d'État et le sabotage économique de 2002.

C'est pour donner un coup d'accélérateur aux réformes que les Vénézuéliens ont réélu Hugo Chavez à 62,8 % en décembre. Un scrutin qualifié de « transparent, équitable et démocratique » par l'Organisation des États américains, l'Union européenne et le Centre Carter.

Tenant ses promesses, Chavez annonce en janvier un contrôle accru de la banque centrale pour financer les programmes sociaux; la nationalisation des compagnies de téléphone et d'électricité, qui permettra d'étendre le service public aux secteurs exclus car peu « rentables » comme les secteurs ruraux ; l'accroissement des parts de l'État dans les sociétés mixtes pétrolières – atout majeur pour le développement et garantie, pour les ouvriers pétroliers, de nouveaux droits sociaux ; l'explosion des « conseils communaux » où des millions de citoyens gèreront avec l'État 3,8 milliards d'euros en 2007 pour construire écoles, routes, hôpitaux, logements sociaux, coopératives – la vigilance populaire limitant la corruption.

Pour réaliser et accélérer ce vaste programme, le président a demandé aux députés le permis de légiférer seul pendant 18 mois. Un droit constitutionnel qu'il avait déjà obtenu en 2000, créant 49 lois, dont celle de la réforme agraire ou de la nationalisation du pétrole. Les décrets de Chavez ne visent pas à imposer, comme ailleurs, le néolibéralisme.

Ses prédécesseurs ont usé du même droit. Thomas Shannon, le diplomate américain chargé de l'Amérique latine a d'ailleurs concédé dans un commentaire inhabituellement amical que cette disposition « est valable sous la Constitution et comme tout outil démocratique, dépend de comment on l'utilise ». Le Parlement continuera de son côté à discuter un large éventail

de lois. Faire de ces «pouvoirs spéciaux » « un pas vers la dictature » est donc une énième supercherie, la plus absurde sans doute, au bas d'une liste trop longue (2).

Légitimé par une dizaine d'élections en sept ans, « Chavez a injecté une bonne dose de vitamines à la démocratie latino-américaine », dit l'écrivain Eduardo Galeano. En Bolivie, en Équateur, d'autres majorités exclues par l'élite blanche refondent des républiques égalitaires au moyen d'élections libres et d'assemblées constituantes. Chavez vante la tradition des militaires démocrates tels le Péruvien Velasco ou le Guatémaltèque Arbenz, promoteurs des droits de la femme et de réformes agraires. À l'académie, déjà, il traçait une ligne de partage entre les gorilles à la Pinochet et les militaires respectueux des libertés. Jeune soldat, il refusa de réprimer des paysans (3).

La Constitution bolivarienne est la seule au monde à instaurer un référendum révocatoire. Les citoyens peuvent révoquer un élu, maire ou président, à mi-mandat.

L'opposition en a fait usage en 2004. Chavez a remporté le référendum, validé par les observateurs internationaux. Bush et Blair seraient-ils encore en place si leurs peuples jouissaient du même droit ?

En 2007, 90 % des ondes radios et TV et presque toute la presse écrite restent aux mains d'une élite qui a mené le putsch sanglant de 2002 contre Chavez. Le gouvernement, lui, développe la liberté d'expression en légalisant, sans les contrôler, des centaines de radios et télévisions associatives jadis réprimées, en créant des télévisions publiques au service des mouvements sociaux comme TeleSur ou Vive, en remettant la concession (qui expire en mai 2007) d'une télévision privée putschiste à ses travailleurs, aux producteurs indépendants, aux organisations citoyennes.

D'où la rage des médias dominants (4), qui n'hésitent plus à reprendre les mensonges éhontés de la droite vénézuélienne. Les médias rachetés par la Bourse veulent faire accepter à la plèbe ignorante un monde sans États, sans services publics et punissent les contrevenants. Les peuples d'Équateur, de Bolivie et du Venezuela leur ont dit non.

(1) www.vive-fr.org

(2) Voir à ce sujet les articles publiés sur :www.acrimed.org

(3) « Le Venezuela de Chavez », par Maurice Lemoine. Éditions Alternatives. Novembre 2006.

(4) Le « parti de la presse et de l'argent ».

PLACE AU DEBAT

La braderie des biens publics en France. Bilan 2006

Par Richard Abauzit

Dans ce texte, il ne sera question que de la situation en France mais la grande braderie des biens publics se poursuit depuis une trentaine d'années à travers le monde entier en suivant l'extension de la mondialisation capitaliste pour laquelle les Etats-Unis et l'Europe jouent un rôle moteur. La dépossession des peuples a un caractère mondial : privatisations massives imposées aux pays du Tiers-Monde par le F.M.I, mainmise sur les anciens pays de l'Est (**ainsi en Hongrie, les investisseurs privés étrangers possèdent 72,5 % de l'industrie**).

Enfin, la critique et le refus de la perte des « biens publics » ne signifient pas l'accord avec la forme d'appropriation collective concédée, en raison du rapport de forces entre les classes et des nécessités du capitalisme d'après-guerre, par les capitalistes sous la forme des anciennes « nationalisations ». Le contenu des biens publics et le contrôle démocratique que nous voulons ont peu à voir avec ces anciennes formes.

1/ La période d'accroissement des biens publics en France (1933-1982)

1933 : Air France ;

1937 : SNCF ;

1944-45 : Charbonnages de France ;

1945 : Renault, Banque de France, BNCF, CNEP, Crédit Lyonnais, Société Générale ;

1946 : assurances, création d'EDF-GDF, AFP, Compagnie Générale Transatlantique... ;

Fin 1980, le secteur public productif comprend les 32 groupes suivants : Industrie (Aquitaine chimie, Bureau de recherches géologiques et minières, Charbonnages de France, Commissariat à l'énergie atomique, Compagnie française des pétroles, EDF, GDF, Entreprise minière et chimique, Entreprise recherche activité pétrolière, Institut de développement industriel, Renault, Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation,

Société nationale industrielle aérospatiale, Société nationale des poudres et explosifs) ; Transports, communications (Agence Havas, Air France, Compagnie française des câbles sous-marins et de radio, Compagnie générale maritime et financière, RATP, SNCF, Société nationale des entreprises de presse, Société nouvelle de radiodiffusion, Télédiffusion de France) ; Banques et assurances (Banque nationale de Paris, Caisse des dépôts et consignations, Caisse nationale des marchés de l'Etat, Centrale assurances générales de France, Crédit Lyonnais, Société centrale du GAN, Société centrale-Union des assurances de Paris, Société financière pour le développement des équipements collectifs, Société générale)

1981-1982 : les effectifs des groupes du secteur public, hors Seita et PTT, sont de 1 763 000 salariés (contre 1 088 000 en 1980) soit 16% des salariés et 40% des immobilisations des sociétés soumises à l'imposition sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux.

Il faut ajouter 14 groupes aux précédents : Industrie (Alstom-Atlantique, Compagnie des machines Bull, Compagnie générale d'électricité, Saint Gobain Pont-à-Mousson, Thomson Brandt, Usinor, Péchiney Ugine Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Sacilor) ; Banques et assurances (Banque industrielle et immobilière privée, Compagnie financière de Suez, Crédit chimique, Crédit commercial de France, Financière de Paris et des Pays-Bas) plus 6 groupes dans lesquels les participations publiques deviennent majoritaires : Industrie (ITT- Société de produits industriels, Matra, Roussel Uclaf, Société centrale d'étude Marcel Dassault); Banques (Banque Rothschild, Banque Worms).

2/ La grande braderie des dénationalisations (1986-2006)

21/ Le bilan pour le secteur productif, ou qui a vendu quoi ... :

Dans l'ordre et sans différencier vente totale et vente partielle :

1986-88 (gouvernement Chirac pour 13 milliards d'euros) : Industrie (Saint Gobain, Compagnie générale de constructions téléphoniques, Matra) ; communications (Agence Havas, TF1, Sud radio) ; Banques et assurances (Mutuelle générale française accidents, Mutuelle générale française vie, Banque du bâtiment et des travaux publics, Banque industrielle et immobilière privée, Société générale, Compagnie financière du crédit commercial de France, Compagnie financière de Paribas, Compagnie financière de Suez)

1992 (gouvernement Bérégovoy) : Industrie (Total)

1993-97 (gouvernements Balladur puis Juppé pour 26,4 milliards d'euros) : Industrie (Elf, Rhône-Poulenc, Seita, Usinor, Péchiney, Renault, Bull) ; Banques et assurances (BNP, BFCE, UAP, AGF)

1997-2002 (gouvernement de Jospin pour 50 milliards d'euros) : Industrie (Thomson, Aérospatiale, EADS, Renault) ; Communications (France-Telecom, Air France, Autoroutes du Sud de la France, SMC, RMC, SFP, TDF); Banques et assurances (CIC, Crédit Lyonnais, Banque Hervet, CNP, GAN)

2002-2006 (gouvernement Raffarin puis De Villepin pour un montant de l'ordre de 100 milliards d'euros (sans compter les démantèlements en cours – prélude à la privatisation - à la SNCF, à la RATP, à La Poste, à la Banque de France, à la Caisse des Dépôts et Consignations) :

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 3)

Industrie (EDF-GDF, Snecma, GIAT Industries, Areva, Direction des Chantiers Navals, Arsenaux...); Transports et communications (France Telecom, SNCF, ASF, Aéroports de Paris, Air France) ; Banques et assurances (Caisse centrale de réassurance).

En résumé, il ne restera en 2007 plus rien du secteur public productif en France.

22/ Le bilan pour le secteur public social

Il est également en voie de destruction massive :

- Le patrimoine administratif (terrains, infrastructures, immeubles, monuments historiques...environ 1100 milliards d'euros) est en cours de vente : depuis fin 2004 a commencé la vente des immeubles de bureaux, la vente du patrimoine des Hôpitaux de Paris (hôpital Laennec, classé monument historique, et hôpital Boucicaut), la vente des immeubles du Quai d'Orsay à des fonds de pension américains ; l'immeuble de l'Imprimerie nationale, en cours de démantèlement, a été vendu en 2004 à la société américaine Carlyle ; une agence (Agence des propriétés immobilières de l'Etat à statut d'EPIC) a été créée pour racheter progressivement le patrimoine immobilier de l'Etat, pour le lui louer ensuite (!) dans un premier temps avant la revente à des investisseurs privés.

- Le patrimoine historique se délabre de décentralisation en musées que l'on détruit (Musée de l'Homme, Musée national des arts africains et océaniques, Musée des arts et traditions populaires..) et que l'on vide.

- La protection sociale (assurance maladie, accidents du travail, retraites) est démantelée au profit de l'épargne individuelle et des assurances privées. Le chômage devient également source de profits substantiels pour le privé,

l'ANPE ayant perdu le monopole de placement que peuvent effectuer des agences privées (sociétés d'intérim notamment qui signent avec les ASSÉDIC de mirifiques contrats qui sont des promesses de placement)

- Les biens d'usage collectif (sites, espace public, eau, écosystèmes) subissent destruction et privatisation : destruction de bâtiments et de quartiers historiques ou d'incendies de forêts pour le compte de promoteurs, bétonnage des côtes (le faible budget du Conservatoire du littoral a été divisé par trois en 20 ans), défigurations des paysages, multiplication des autoroutes et autres voies de « contournement » ; mainmise sur l'eau des entreprises privées ; baisse du financement et privatisation en cours de l'archéologie préventive depuis 2004 (les entreprises privées pourront effectuer les fouilles) ; pollution de l'air et du sous-sol ; augmentation des risques majeurs du nucléaire civil par l'introduction en Bourse en 2004 de 35% du capital d'Areva –anciennement COGEMA et Framatome- (Sarkozy était Ministre de l'Economie).

23/ Les méthodes :

- La braderie des biens publics est rendue possible par la corruption des responsables politiques et administratifs et par l'impunité dont ils bénéficient. On n'hésite pas à modifier la législation : ainsi, le décret du 23/12/98 permet au musée du quai Branly, dit des « arts premiers » de vendre ses collections... ; ainsi la loi du 11/12/2001 a permis la cession des biens immobiliers de l'Etat au privé et le ministre de l'économie favori des patrons, Sarkozy, a, par ordonnance du 19/08/2004, accéléré le mouvement en permettant la vente au privé des immeubles de bureaux sans avoir à respecter la procédure de déclassement. Cession à prix bradés, abandon de créances, frais fictifs, tout cela a été possible quelles que soient les infractions (abus de biens sociaux, pots-

de-vin, faux bilans...). Quant aux responsables, impunis, ils sont même souvent récompensés lors de leur départ par des indemnités et des retraites faramineuses...

- Les privatisations sont généralement précédées, quand elles risquent d'être impopulaires, par le laisser-aller, voire le creusement volontaire des dettes de groupes, qu'on laisse, comme dans le privé, faire des investissements aventureux et/ou délictueux (Crédit Lyonnais, EDF, France Telecom...). Si cela ne suffit pas, le gouvernement se cache derrière les directives européennes (« libéralisation » du fret ferroviaire, des marchés publics de l'eau, des transports, des télécommunications, de l'énergie, des services portuaires) qu'il a contribué à faire adopter !

- La sous-évaluation des biens publics bradés aux copains est systématique, par exemple en surestimant l'endettement : de nouvelles règles comptables (anglo-saxonnes) sont ainsi utilisées pour prendre en compte les futures retraites des salariés dans les dettes ! (EDF) ; en 2005 20% des actions GDF ont été vendues 4,5 milliards d'euros pour une valeur de 6 milliards ; le GAN a été vendu à un tiers de sa valeur ; Les ASF ont été vendues à 49% par Jospin en 2002 pour 1,8 milliards d'euros alors qu'elles sont estimées à 6,3 milliards ; Total bradé pour quelques milliards d'euros par Bérégovoy vaut aujourd'hui 125 milliards d'euros ; la vente des 1300 appartements de la Banque de France a été faite en bloc et non à la découpe, ce qui assurera de confortables profits aux repreneurs ; la Snecma a été bradée en 2004 à General Electric ; la SNCF renflouée par l'Etat a été vendue pour une bouchée de pain à la Connex (filiale de Vivendi) et à un fonds de pension contrôlé par un copain du premier ministre De Villepin...

(suite page 5)

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 4)

- Les techniques sont, outre la vente totale ou partielle des entreprises publiques, le démantèlement par filialisation avant vente des filiales les plus rentables, et enfin le recours massif à la sous-traitance (informatique, communications, distribution, transports, maintenance, nettoyage, restauration...) et à la délocalisation. Ces dernières formules sont appelées « externalisations » dans le jargon capitaliste destiné à cacher la réalité.

Ainsi on peut vendre les murs pour les louer ensuite ! : c'est le cas à France-Telecom, désormais locataire de 95% de ses surfaces, à la SNCF (gares), et dans les hôpitaux ! On peut aussi vendre les véhicules de transport pour les louer après : La Poste (60000 véhicules), France-Telecom (48000 véhicules), EDF (50000 véhicules), SNCF (13000 véhicules), et aussi Bercy, les collectivités locales, les HLM...tout cela au profit d'une société de location comme Leaseplan, filiale de la banque ABN Amoro qui achète donc à prix réduit et loue à prix maximum...A noter également la technique de l'asphyxie budgétaire qui conduit la recherche publique à se soumettre aux demandes des groupes privés en échange de financement (bonjour les O.G.M)

24/ Les prédateurs

Dans cette immense braderie, les prédateurs sont pour l'essentiel de grandes sociétés multinationales (citons, parmi celles qui ont leur siège en France, Vivendi, Lyonnaise des eaux, Bouygues, Bolloré, Total, Lagardère, Dassault, Crédit agricole, Carrefour...) ou de grands groupes financiers multinationaux : ainsi, en 2004, les fonds spéculatifs d'investissement (les actifs sous gestion de fonds d'investissement représentent 6200 milliards d'euros aux E.U et 4000 milliards en Europe) et les fonds de pension (actionnaires dans 3600 entreprises françaises pour 8% du PIB et 1 000000 de salariés).

Combien sont-ils, ceux qui dominent le monde en accaparant les biens publics ? En comptant tous les actionnaires, concentrés à 90% en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, on compte, selon le connaisseur Jean Peyrelevade, « environ trois cent millions de personnes, femmes et enfants compris » soit 5% de la population mondiale.

Mais, à l'intérieur des actionnaires, il faut différencier les « vraiment riches » (au moins un million de dollars en actifs financiers), très peu nombreux, qui concentrent la richesse : ainsi « dix à douze millions d'individus (0,2% de la population mondiale) contrôlent la moitié de la capitalisation boursière de la planète et, vraisemblablement, une proportion à peine plus faible du patrimoine marchand de l'humanité. ». Et, à l'intérieur des « vraiment riches », une toute petite fraction, les « ultra-riches », 77 000 ménages (0,0025% de la population mondiale) détiennent environ 15% de la richesse mondiale. Et, pour ceux qui croient les immigrés responsables du chômage et de la pauvreté qui s'étendent, rappelons que les PDG. gagnent en moyenne 500 fois le salaire moyen des ouvriers aux Etats-Unis (contre 44 fois en 1965) et en France 200 à 400 fois le SMIC pour les PDG des sociétés du CAC 40 ; que les 9 milliards d'euros de bénéfice de Total en 2005 permettraient de payer pendant un an au SMIC, avec les cotisations sociales, 4 à 500 000 chômeurs...

3/ L'explosion de la dette publique, une arme contre les peuples

31/ Estimation et évolution

En 1974, la dette publique de l'Etat français était de 30 milliards d'euros, en 1986 de 180 milliards, en 2004 de 1066 milliards, en 2005 de 1120 milliards selon le Ministère des Finances soit près des deux tiers du PIB. La dette a donc été multipliée par 6 à 7 en vingt ans, soit bien plus que l'évolution de la dette argentine (qui avait doublé en dix

ans pendant les années du gouvernement Menem).

A cela, il faut ajouter la dette globale des organismes sociaux (Sécurité sociale et Unedic) pour environ 80 milliards d'euros.

Quant aux collectivités territoriales, auparavant excédentaires, le transfert, sans les ressources correspondantes, de missions et de personnels de l'Etat, conduit à des déficits depuis 2004.

32/ Une dette voulue

- Tout d'abord cette dette fait des heureux, ceux à qui l'Etat emprunte pour rembourser ses dettes : ses copains banquiers.

- Ensuite, un bonheur n'arrivant jamais seul, les mêmes qui profitent de la dette sont ceux qui en sont responsables : en effet, le déficit est creusé par la réduction continue et organisée des recettes de l'Etat et des organismes sociaux ; les réductions d'impôts et de cotisations sociales patronales profitent aux riches tandis qu'ils dégradent les conditions de travail, de logement, d'éducation et l'accès à la culture et aux soins pour la grande majorité de la population.

- La dette, comme elle a facilité la colonisation et contribue aujourd'hui à maintenir sous domination les pays du Tiers-Monde, sert d'argument essentiel pour contenir et détourner la colère qui monte : vous voyez, on ne peut pas faire autrement, les caisses sont vides, il n'y a pas d'autre politique possible...

33/ Jusqu'où ?

Il semble que ceux qui nous gouvernent ne s'arrêteront que lorsque nous les arrêterons, faute de quoi nous pourrions nous retrouver rapidement dans la situation de l'Argentine il y a cinq ans.

(suite page 6)

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 5)

Certes, l'estimation de la dette est souvent volontairement grossie pour faire passer toutes les régressions en cours (l'achèvement des privatisations, la casse du droit du travail et de la protection sociale, l'accroissement exponentiel du contrôle policier et judiciaire) et la comparaison avec d'autres pays équivalents permet d'en relativiser l'ampleur ; certes, ainsi que l'expliquaient il y a deux ans les syndicats de l'INSEE, la dette, même très importante, doit être analysée en mettant en regard les actifs de l'Etat comme pour les dettes des ménages, les banquiers accordent les prêts en estimant les facultés de remboursement et avec 1000 milliards d'euros de dettes et 1200 milliards d'actifs, on était encore loin de la cessation de paiement.

Mais alors que la dette continue à augmenter avec les continuelles réductions des recettes de l'Etat, celui-ci a commencé à vendre de façon frénétique, et en les bradant, l'ensemble de ses actifs (voir plus haut) sans que la dette s'en voit de quelque façon diminuée. La fuite en avant continue donc : en 2005, l'Agence France Trésor qui est le tiroir-caisse de l'Etat à la Banque de France a emprunté pour 6 milliards d'euros à échéance de 50 ans... Si nous ne changeons pas le cours de l'histoire, la fuite en avant va

sans doute se poursuivre. Les agences de cotation, pour l'essentiel anglo-saxonnes, qui notent la santé financière des Etats de la même façon que celle des entreprises, pourront décider de déclasser la France, rendant ainsi les emprunts beaucoup plus chers. La cessation de paiement s'en trouvera accélérée.

4/ Bilan

41/ Bilan des entreprises privatisées

Le bilan est édifiant quant on regarde dans les pays où le mouvement de privatisations est le plus ancien (Etats-Unis, Angleterre, Italie...) : coupures d'électricité, catastrophes ferroviaires, opacité et hausse des prix, menaces sur la sécurité aérienne, dégradation considérable des services d'éducation et de santé... A tel point que, pour les catastrophes les plus visibles (gestion des voies ferrées en Angleterre), une renationalisation soit envisagée... En France, France Télécom a été un désastre financier ; Péchiney, bradée en 1995, a été un désastre industriel avant d'être un désastre social (nombreux sites fermés en France et en Europe) ; la Poste, démantelée, ne fournit plus qu'un service très dégradé, les bureaux de poste fermant par milliers, fermeture des centres de tri par dizaines,

suppression de nombreuses boîtes à lettres, fin du délai de réception J+1, files d'attente pour les services courants qui augmentent en même temps que le nombre de conseillers financiers.. ; les voies ferrées, alors même que l'on diminue le nombre de lignes, sont de moins en moins entretenues ; la société Eurotunnel est en faillite ; les prix des communications téléphoniques et par Internet sont une jungle pour les usagers alors que les grands groupes s'accordent entre eux pour se répartir les profits ; un an après la privatisation d'EDF, l'électricité a augmenté de 42% pour les entreprises, avant la « libéralisation » des prix pour les ménages qui va intervenir ; même chose pour le gaz.

En résumé, les privatisations engraisent les repreneurs, dégradent les conditions de travail et l'environnement et augmentent les prix pour les usagers. Le tout sans aucun contrôle.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Quand La Poste met en place la gestion individualisée de ses cadres supérieurs

Par Anne Blanchet

Cela n'a pas fait les gros titres des journaux. Et pourtant, presque subrepticement, La Poste vient de donner un grand coup de canif dans le statut de la fonction publique dont dépendent encore un grand nombre de ses cadres supérieurs. De quoi s'agit-il ? De permettre la gestion individualisée de ceux-ci, de leurs carrières mais aussi de leurs salaires. Il n'y avait déjà plus de concours. Désormais, finis les tableaux d'avancement, place à la décision souveraine du supérieur hiérarchique qui pourra décider de la carrière du cadre supérieur selon des critères connus de lui seul comme

d'augmenter ou de diminuer son salaire, en fonction notamment de son comportement général, entendez de son soutien aux objectifs de la maison Mieux même, en cas d'augmentation des salaires de la fonction publique, La Poste s'arroge le droit de diminuer d'autant le « complément poste », ce qu'autrefois on appelait la prime de résultat d'exploitation. N'allez surtout pas croire que ce nouveau mode de gestion sera réservé à une « élite ». Au train où vont les choses, on peut parier que ces règles seront bientôt applicables à tout le personnel si un « holà » n'y est pas mis à temps.

ACTUALITE SOCIALE

Airbus : une fois encore ce sont les salariés qui trinquent !

Par Pierre-Yves LAOT

Le plan d'économies annoncé par Louis Gallois, PDG d'Airbus depuis quelques mois, constitue un sacré démenti à ceux qui voudraient nous faire croire que la droite défend les intérêts français et se soucie des salariés.

En effet, la décision de supprimer des milliers d'emplois dont 4300 en France et de fermer deux sites dans des régions qui n'avaient pas besoin de cela (à Méaulte, dans la Somme, déjà durement touchée par les restructurations industrielles et à Saint-Nazaire, déjà frappée par les coupes sombres dans les chantiers navals) est la conséquence logique des politiques menées tant au niveau européen que français depuis deux décennies.

Au niveau européen, la cherté de l'euro par rapport au dollar diminue sensiblement la marge opérationnelle d'Airbus, déjà fortement concurrencée sur le plan industriel par Boeing. C'est le résultat de l'aveuglement de nos chers banquiers européens qui cherchent à se prémunir d'une inflation imaginaire au lieu d'agir pour améliorer la croissance et l'emploi. Mais aussi de l'inaction des gouvernements européens qui les laissent faire.

Au niveau français, c'est aussi le résultat d'une politique qui tient absolument à calquer la gestion des entreprises publiques ou dans lesquelles l'Etat participe au capital comme s'il s'agissait d'entreprises privées soumises à la seule gestion du profit.

Contrairement à ce qu'affirme le candidat de la droite et du MEDEF, ce n'est pas la faillite de la gestion par l'Etat des entreprises qui est révélée ici mais l'insuffisante implication de ceux qui sont chargés de les contrôler.

Comme d'habitude, ce sont les salariés qui trinquent par leurs emplois, par des menaces sur l'avenir de l'entreprise tandis que les actionnaires préservent au mieux leurs

intérêts. Qu'importe ce que la nation a investi : recherche, formation, nouveaux produits, tout est bradé sur l'autel de la recherche du profit.

Cela n'a cependant pas empêché Messieurs Arnaud Lagardère et Noël Forgeard de se faire de jolis profits en vendant leurs actions avant que ne soient révélées les difficultés de l'A 380 !

On remarquera d'ailleurs que, dans ce plan qui concerne l'Allemagne et la France, ce sont les intérêts français qui sont le plus bradés.

Même aux Etats-Unis, pourtant présentés comme le fer de lance du libéralisme, les intérêts stratégiques du pays sont mieux défendus. Boeing reçoit ainsi des subventions conséquentes de la défense américaine qui lui permettent de s'imposer face à ses concurrents.

Quant à une vision industrielle à moyen et long terme, inutile d'aller la chercher du côté des fonds de pension et autres actionnaires privés. Elle n'existe pas !

Il serait temps pourtant qu'on comprenne en France, mais aussi en Europe, la nécessité d'une véritable politique industrielle, seule à même de lutter efficacement contre le chômage qui ne cesse de sévir depuis 20 ans.

Les délocalisations n'ont rien d'inéluctable, contrairement à ce qu'on entend souvent. Encore faudrait-il que ceux qui nous gouvernent agissent pour le bien commun de la nation au lieu de se contenter de faire la politique imposée par leurs amis actionnaires.

Cela nécessite un peu de courage politique. Mais n'est-ce pas pour cela que les citoyens sont appelés à élire des hommes et des femmes ?

COUP DE GUEULE

Droit du travail : quand la frénésie s'empare du gouvernement

Par Yves MESCOFF

On l'avait déjà vu avec le CNE (contrat nouvelle embauche), adopté en plein mois de juillet 2005, ou avec le CPE (contrat première embauche), décidé par le gouvernement et sa majorité sans la moindre concertation avec les organisations syndicales. Voilà que le gouvernement, à seulement quelques semaines des élections présidentielle et législatives, s'apprête à récidiver en adoptant un décret mettant en œuvre la première partie de la recodification du droit du travail.

A droit constant, assure Gérard Larcher, ministre du travail. Pourquoi donc, alors, cette précipitation ? Ne serait-ce pas parce qu'en réalité cette recodification vise à modifier quelques règles importantes de notre droit du travail, dans le droit fil des « allègements » tant réclamés par la sainte patronne du MEDEF ?

Au risque d'être accusé de parti-pris, on me permettra de pencher plutôt pour le second scénario, plus conforme à ce auquel le gouvernement nous a habitués depuis cinq ans.

La droite et le MEDEF ne cessent de nous vanter les mérites de la flexibilité, censée permettre une diminution du chômage, et de nous dire que le contrat à durée indéterminée est un frein à l'emploi.

Pourtant, elle vient elle-même de s'infliger un cinglant démenti en reconnaissant que le contrat nouvelle embauche avait produit deux fois moins d'emplois que prévu ! Quant au chômage, malgré les statistiques officielles, on peut douter qu'il ait vraiment baissé au cours de ces cinq dernières années. Ce n'est pas en radiant administrativement les demandeurs lassés de frapper vainement à la porte des ANPE qu'on diminue le nombre de chômeurs réels !

Malgré les affirmations péremptoires comme celles entendues lors de la campagne pour le traité de Maastricht (la mise en place de l'euro devait créer 3 millions d'emplois, on les attend toujours), jamais la droite et le MEDEF n'ont réussi à nous démontrer par la preuve que la flexibilité était créatrice d'emplois. Au contraire !

Alors, non, décidément, je ne peux pas me réjouir de cette recodification prochaine du droit du travail même si, pour le juriste que je suis, un tel travail me semble indispensable. Mais encore faut-il qu'il soit fait dans la transparence, en concertation avec les partenaires sociaux et qu'il soit mené par un gouvernement et une majorité parlementaire ayant reçu un mandat explicite du peuple, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui.

Vous aussi refusez la résignation, adhérez à Résistance Sociale !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :

www.resistancesociale.fr

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)